Année XX. N° 535 — 27 Mars 1920.

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE, ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 3 ; six mois, fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

La contre-révolution

A vrai dire, il était permis de se demander s'il y avait jamais eu révolution en Allemagne. Empereur, rois, princes, ducs avaient un beau jour déménagé à la hâte et la République avait été proclamée, mais avant la chose, on eut peur même du mot, et il ne fut dès l'abord plus question de république allemande, mais bien de *Reich*, autrement dit Empire allemand, sans empereur pourtant, du moins pour le moment. Plus tard, on verrait l'humeur des populations !

Kropotkine a plusieurs fois affirmé que l'Allemagne n'avait pas encore fait son 1848. Cette fois-ci, malgré tout, nous croyons qu'elle vient de le faire. Les Scheidemann, Bauer, Noske, Ebert et consorts ont su si bien détromper le peuple sur ce qu'il pouvait espérer d'une révolution, avec la collaboration d'ailleurs de la fameuse Entente démocratique, que le Michel allemand pourrait bien faire comme il y a 70 ans le Jacques Bonhomme français et se donner plébiscitairement un empereur. S'il n'y a pas encore eu massacre et répression de grande envergure comme en juin 1848, ce qui a déjà été fait par le gouvernement social-démocrate en approche de beaucoup.

Certains aveugles admirateurs du socialisme allemand, avec ses millions d'électeurs, de syndiqués et aussi ses millions de marks en caisse, nous disaient autrefois :

— La révolution allemande sera plus lente à venir, mais elle sera profonde et nullement superficielle comme elle l'a été ailleurs.

Or, rien de plus superficiel que les changements apportés jusqu'ici par la révolution en Allemagne. Nulle grande expropriation, qui seule peut constituer une base révolutionnaire solide, n'a été réalisée ; il ne s'est pas créé un grand intérêt populaire nouveau à défendre contre un retour de l'ancien régime. Comment s'étonner si la masse n'éprouve pas le besoin de se faire tuer pour le ministère social-démocrate et le président du *Reich* ?

D'aucuns espèrent que la tentative réactionnaire va fournir l'occasion au socialisme de se ressaisir et nous voudrions bien l'espérer aussi, mais n'en voyons aucun symptôme. Ouvriers et paysans en Allemagne sont-ils prêts à prendre les machines et les terres au moyen de leur action directe, sans attendre un decret qui les y autorise? Les coups de main héroïques dans la rue sont nécessaires ; nous estimons qu'il faut les prévoir et les préparer aussi dans la mesure du possible ; mais ils doivent s'accompagner d'une transformation économique s'opérant partout anarchiquement. Même les spartaciens et les communistes ne nous ont paru viser en somme que la conquête du pouvoir d'Etat ; or cela peut suffire à ceux qui veulent faire de la contre-révolution, mais nullement à ceux qui entendent réaliser une révolution.

Une révolution qui ne s'opère que dans le gouvernement n'est en réalité qu'un coup d'Etat. Y a-t-il eu autre chose jusqn'à présent en Allemagne? Il serait difficile de l'affirmer.

Toutes les prévisions des savantasses du marxisme, traitant l'univers entier d'ignorant s'il n'admettait pas leur *processus fatal*, sont démenties par les faits. L'Allemagne, le pays au plus haut développement industriel, à la centralisation économique la plus avancée, aux organisations ouvrières très nombreuses et disciplinées, n'a pas su accomplir la moindre tentative de socialisation. Tout s'y prêtait pourtant, apparemment du moins, puisque en réalité tant d'avantages n'ont servi à rien.

La Russie *précapitaliste*, elle, s'obstine par contre à réaliser tout une économie nouvelle, après avoir frappé à mort l'ancienne, sans se soucier si le fameux *processus* était bien à point pour cela.

Nous demeurons optimistes, nou pas d'un optimisme béat qui n'aperçoit pas les immenses difficultés restant à vaincre, mais d'un optimisme froidement raisonné. Il est vrai que nous ne saurions tout d'abord nous émouvoir outre mesure de la chute d'un gouvernement, qui ne représentait en rien un ordre économique nouveau. Mais surtout il ne faut pas oublier qu'à présent tous ceux qui héritent du pouvoir, héritent aussi d'une formidable crise à résoudre. Or, aussi bien chez les vainqueurs que chez les vaincus, aucun pas n'a encore été fait vers cette solution. Il faut au capitalisme pour cela un effort et un renouvellement qui exigent le concours de tous, alors qu'il ne peut pas même compter sur celui des hommes d'argent absolument réfractaires aux concessions les plus indispensables.

La spéculation ne veut et ne peut pas s'arrêter. Elle poursuit son œuvre, insouciante des cris de détresse, aveugle en face des dangers qui la menacent, toujours plus âpre à la monstrueuse curée. Les plus clairvoyants s'aperçoivent bien qu'il est impossible de continuer indéfiniment à s'enrichir de ruines, qu'une banqueroute en entraîne une autre, qu'une certaine solidarité d'intérêts est nécessaire même au régime capitaliste. Mais leurs admonestations ne sont guère écoutées.

Du côté ouvrier, s'il n'y a pas encore la résistance active que nous souhaiterions, l'immense lassitude qui est résultée de la guerre suffit à amener une résistance passive, qui est déjà de bien mauvais augure pour nos maîtres. Le travail est de méchante humeur, ne se laisse plus amadouer, boude à tout nouveau sacrifice et regimbe même devant les anciens.

Avec cela, ce n'est certes pas encore la révolution, mais toute contre-révolution aussi ne saurait avoir longue vie. Ayons donc les yeux sur les réactionnaires, mais sans oublier qu'il faut les avoir avant tout sur les actionnaires et sur tous les porteurs de titres à exploiter notre production.

Gardons-nous bien de ne jamais oublier à aucun instant notre principe d'émancipation intégrale, sous prétexte de courir au plus pressé, de défendre les droits démocratiques, de vaincre définitivement la pire réaction, etc. Il y en a qui s'entendent à merveille à nous inviter toujours à choisir entre deux maux le moindre. Signifions-leur que nous sommes décidés, au contraire, à poursuivre le bien, tout le bien, pour repousser à jamais tous les maux, sans faire de distinction entre eux.

Letre d'Espagne

Barcelone, 12 mars.

Après un lock-out qui a duré deux mois, la Fédération Patronale d'une part, le Gouverneur civil de Barcelone d'autre part, s'accordent pour déclarer que le syndicalisme révolutionnaire est mort, bien mort.

La Patronale jubile parce qu'elle est arrivée à la suppression des délégués d'ateliers ; elle relève la tête d'un air arrogant, se sentant une fois de plus seule maîtresse sur le terrain de la production.

Le Gouverneur, dans de récentes déclarations faites à Madrid lors d'un voyage, affirme que grâce aux mesures énergiques qu'il a prises contre les syndicats, la situation est redevenue normale à Barcelone, où règne maintenant la paix, la tranquillité...

On travaille normalement à Barcelone ; la paix y règne ; voyons à quel prix :

Les patrons qui chantent victoire ne sont pas sincères, même avec eux-mêmes ; ils savent bien que le samedi et le lundi de chaque semaine tout ce que Barcelone compte de police, garde civile, armée, *somaten* (garde blanche catalane) est mobilisé et dirigé dans les usines, ateliers, chantiers, partout où l'on travaille, pour empêcher les ouvriers de cotiser pour le syndicat. Ils savent bien aussi que par ordre de leur Fédération, ils doivent dénoncer — et ils le font — tout individu recueillant les cotisations ou les payant. D'autre part, les patrons n'ont-ils pas déclaré le boycott à tous les ouvriers connus pour leurs opinions anarchistes et syndicalistes? Ces mêmes patrons, avec la licence de *somaten*, n'opèrent-ils pas eux-mêmes des arrestations dont le mandat leur est délivré en blanc par les autorités civiles et militaires? Dans ces conditions le syndicat peut paraître mort, mais la classe patronale n'a pas lieu de chanter victoire ; elle s'en apercevra bien quelque jour ; peut-être plus tôt qu'elle ne le pense et il lui faudra déchanter alors... Juste retour des choses ici-bas.

Il y a mieux. Le Gouverneur de Barcelone qui est allé rassurer son roi sur la situation sociale de la capitale catalane sait pertinemment lui aussi, qu'il ment, qu'il ment effrontément quand il dit : « La paix règne à Barcelone ». Paix, situation normale?... quand chaque jour compte son attentat, sur un point ou l'autre de la province, quand la Carcel Modelo renferme 1500 détenus anarchistes et syndicalistes, arrêtés, non pour faits de grève, comme on pourrait le croire, mais à cause du lock-out déclaré par les patrons. Le Gouverneur n'ignore point ces détentions puisque ces 1500 camarades ne sont paa poursuivis ni poursuivables ; on n'a rien relevé contre eux, on ne relèvera rien ; ils sont détenus sans avoir rien fait, et ils sont en prison « à la disposition du Gouverneur », « arrêtés par décision du Gouverneur ».

Chaque semaine ce sont de nouvelles arrestations à propos des cotisations pour les syndicats. Malgré les menaces du Gouverneur qui dit par l'organe de la presse que les coupables seront punis avec la dernière rigueur, malgré aussi les mesures de police, les cotisations se font quand même, et les arrestations n'empêchent pas l'entrée en lice de nouveaux délégués.

Situation normale à Barcelone? Quel cynisme ! 1500 détenus, dont le nombre augmente chaque jour par les nouvelles arrestations, fermeture des centres ouvriers et de culture, dissolution des syndicats, suppression des journaux anarchistes et syndicalistes : *Tierra y Libertad* et *Solidaridad Obrera* (1), dénonciations continuelles,

(1) Ceci pour Barcelone, ailleurs c'est la même répression : à Madrid, suppression de *Espartaco*, à Saragosse, suspension du *Comunista*, par l'arrestation de leurs rédacteurs.

arrestations, poursuites, tel est le bilan de ces derniers trois mois. Ajoutez à cela la suppression des garanties constitutionnelles, la censure pour la presse, la suppression du droit de réunion pour tout le monde et vous vous ferez une petite idée de l'état de terreur dans laquelle vivent ce qu'on appelle ici, je ne sais si par ironie ou sérieusement, « les forces vives » de la nation !

Pour l'instant, la question sociale est résolue en Catalogne par la suppression de toute organisation ouvrière et de toute liberté. C'est le règne du sabre et il n'y a place maintenant que pour la propagande clandestine et l'attentat personnel... C'est un recul, mais qu'y pouvons-nous ?

De toute façon, nous avons la conviction que ce régime d'exception ne peut pas durer longtemps. Le bâillon est une très bonne chose... mais on se fatigue de tout, même des bonnes choses quand elles vous sont servies avec trop de continuité ; il faudra donc changer de plat et on en changera... *J. Rubio.*

N. d. R. Les faits relatés ci-dessus prouvent ce que nous n'avons cessé d'affirmer, à savoir que la bourgeoisie ne veut absolument pas de collaboration là où elle aurait le plus raison d'être, sur le terrain de la production. Une collaboration réelle n'est d'ailleurs possible qu'entre égaux, non seulement de droit, mais de fait. Ce n'est qu'un patronat vaincu qui consentira à *collaborer* avec les producteurs, en attendant il ne veut que les *commander* en maître absolu.

La situation

A quel moment que ce soit de l'existence, il est utile de jeter un regard autour de soi et, de ce rapide examen, tirer les conclusions profitables à notre gouverne. Aussi insignifiants que soient les événements, il est toujours bon d'ouvrir les yeux et de prêter une oreille attentive. Cela était vrai à l'époque somnolente qui a pris fin le 1er août 1914, et c'est encore plus vrai maintenant que chaque journée est fertile en incidents de tous genres. C'est que nous avons l'incomparable privilège d'avoir vécu une glorieuse épopée, pour parler bourgeois. Car, pour juger sainement le régime actuel, il ne faut jamais oublier que le militarisme et la guerre sont deux choses inséparables de lui.

La bourgeoisie a hérité l'une et l'autre des régimes déchus, et au lieu de chercher à s'en débarrasser comme d'une plaie, elle a développé le militarisme à un degré que n'ont jamais osé souhaiter les rois et capitaines des âges disparus. Et l'actuelle classe dominante n'a pas seulement fait de l'armée un puissant instrument d'oppression, et de la guerre un moyen d'enrichissement, mais elle a voué un culte aux gens de guerre, et le plus clair des ressources des peuples sont consacrées à satisfaire les appétits du dieu Mars. La caserne est devenue le temple nouveau ; et si les individus peuvent impunément nier Jehovah, il en coûte souvent cher de prendre la même liberté avec l'idole galonnée et casquée.

La grande guerre n'ayant pas encore permis à la bourgeoisie de faire ses preuves en matière de gloire, et les généraux contemporains manquant de brillant, elle a ressuscité les reîtres du moyen-âge pour les statufier. Et elle ne s'en tient pas à cette glorification par la pierre ou le bronze ; c'est l'esprit de ces guerriers pillards et cruels qu'elle veut faire revivre. L'histoire que la minorité dominante force tout le monde à apprendre ne concerne que les agissements embellis d'hommes habiles à faire ravager les campagnes, mettre à sac les villes et égorger les populations. Des longues et pénibles luttes populaires pour percer les ténèbres de l'ignorance et de la barbarie et parvenir à une vie morale et matérielle meilleure, rien n'est retenu. Des patientes recherches des savants qui contribuèrent grandement au progrès par l'impulsion qu'ils donnèrent aux sciences, par leurs nombreuses découvertes pratiques, l'histoire officielle à l'usage du peuple n'en parle qu'incidemment. Toutes les fêtes, toutes les mascarades gouvernementales ne sont que prétexte à glorification de massacreurs qui, le plus souvent, ont eu davantage de chance que de génie professionnel. Tandis que pour calmer les inquiétudes de ceux qui redoutent de nouvelles tueries les gouvernants parlent toujours de leurs intentions pacifiques, leurs actions s'inspirent de considérations guerrières. Ils n'agissent qu'à la manière des filous qui exposent de superbes projets pour mieux endormir leurs victimes.

La guerre est la plus terrible conséquence du régime économique actuel ; mais la bourgeoisie ne saurait s'en excuser en invoquant la fatalité, car elle est moralement responsable du conflit mondial. La guerre est l'aboutissement non seulement matériel, mais aussi spirituel du régime bourgeois ; toute la littérature des cinq années de combats est là pour le prouver. Si, aujourd'hui, viennent quelques réprobations, c'est en raison de la fâcheuse situation économique résultant de la trop grande moisson de gloire : les lauriers ayant envahi tous les terrains, il n'y a plus eu de place pour les épis de blé. Ces charniers, les millions d'hommes écrabouillés, les campagnes rendues méconnaissables par le labour des obus, les villes et les villages anéantis, les vaisseaux au fond des mers, toutes les destructions dont l'énumération est impossible, tout cela a été voulu et, pendant des décades, scientifiquement préparé. Les populations affamées, les maladies les plus diverses qui, un peu partout, poursuivent l'œuvre de mort commencée par les mitrailleuses et les canons, c'est la gloire qui hantait les cervelles bourgeoises et au nom de laquelle ils ont empoisonné notre génération. C'est, rendu palpable, toutes les phrases enguirlandées des fêtes officielles, tous les mots creux qui résonnaient comme des peaux d'ânes, et intelligibles seulement pour les initiés, pour les officiants du culte capitaliste et patriotique qui préparaient, au milieu des fumées de l'encens, le monstrueux holocauste fait du sacrifice forcé de ce que l'humanité avait de meilleur.

Comme les prêtres des peuplades réputées barbares promettent des félicités aux croyants moyennant l'accomplissement par eux de certaines actions et l'offrande de dons appropriés, de même la guerre devait créer une situation merveilleuse pour tout le monde. Le baptême de feu et de sang était la sanctification nécessaire à l'avénement du paradis bourgeois.

Hélas ! en fait de situation, c'est la désolation de la désolation. Où que l'on regarde, ce n'est que dévastations, pleurs et grincements de dents. Le monde, douloureux déjà avant la paradisiaque aventure, est encore plus lamentablement désolé. Et c'est un sauve-qui-peut général de tous ceux qui ont une part essentielle de responsabilité dans les événements. Comme des gamins après une bataille où chacun a perdu quelque chose, tous prétendent n'avoir pas commencé. Empereurs et rois orgueilleux, ministres et politiciens arrogants et ambitieux, financiers tripoteurs et jusqu'aux généraux qui ne rêvaient que plaies et bosses — pour les autres — assurent n'avoir jamais été animés que de pensées pacifiques.

Je crois qu'il vaut mieux ne pas perdre notre temps à démêler les dires de ces querelleurs. En prenant une part trop grande à leurs disputes, nous permettrions aux responsables des deux camps de s'esquiver furtivement, et un jour nous nous trouverions nez à nez entre pauvres diables, et la bagarre reprendrait tandis que gouvernants et autres profiteurs marqueraient les coups à l'arrière.

Alors que les intéressés veulent embrouiller les choses par une feinte tentative d'établir les responsabilités, le problème se pose, pour nous, d'une façon beaucoup plus simple.

L'organisation de l'Europe était-elle, le 1er août 1914, ce que la bourgeoisie considérait comme répondant le mieux à ses conceptions philosophiques et sociales ? Oui ! Cette même bourgeoisie, qui était maîtresse du monde, a-t-elle oui ou non émis comme un axiome qu'il fallait préparer la guerre pour avoir la paix ? Oui, également.

Tout le monde connaît le résultat du système. La situation est suffisamment éloquente pour que, sans risque de se tromper, nous puissions tirer les conclusions. Economiquement, c'est le désastre ; moralement, c'est la faillite. Il n'y a pas de restauration possible. Inutile de rassembler les débris épars ; les ruines sont trop grandes pour que les meilleurs chercheurs puissent s'y reconnaître. Avec les matériaux disponibles il faut reconstruire un nouveau monde. Que chacun vienne avec son savoir et ses bras. Quand la cité sera rendue habitable pour tous, nous aurons des loisirs pour examiner la responsabilité individuelle des bandits de la grande guerre.

Ce qui est définitif, c'est la condamnation du régime qui l'a rendue possible. A. A.

SALLE COMMUNALE DE PLAINPALAIS

Vendredi 2 Avril, à 8 h. 1/2 du soir

CONFÉRENCE par F. SPENGLER

Sujet traité :

Un grand démolisseur : Multatuli

SOIRÉE du RÉVEIL

Nous avons déjà retenu la Grande Salle Communale de Plainpalais pour notre Soirée du Premier Mai au bénéfice du journal et des victimes politiques.

Nous prions tous les camarades qui seraient disposés à nous prêter leur concours pour des productions littéraires ou musicales de s'annoncer au plus vite. Une tombola est prévue pour laquelle nous faisons appel à la générosité de tous nos amis et lecteurs. Les lots seront reçus avec reconnaissance à l'adresse du journal.

Depuis la soirée du 1er mai 1919, nous sommes restés une année entière sans en organiser une nouvelle. Il serait à souhaiter qu'un groupe de camarades se formât pour que de telles réunions, pouvant se prêter fort bien à notre propagande, aient lieu plus fréquemment.

Du rôle actuel de l'anarchisme

XIII

L'anarchisme ne saurait plus s'appeler tel dès qu'il négligerait la sauvegarde de la plus large liberté individuelle.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas de reprendre pour notre compte les divagations plus ou moins littéraires sur le *moi*, l'*unique*, le *surhomme*, etc. Au contraire, nous pensons avec Pecquenr (1843) qu'« en spéculant sur l'homme, il ne faut jamais l'abstraire jusqu'au point d'en faire un être indépendant du monde extérieur. En quelque état de repos et d'indépendance des forces extérieures qu'on puisse le concevoir, il est toujours modifié et modifiant. S'il n'est point rapproché de ses semblables et du monde par le corps et les sens, il l'est par sa pensée, par ses affections, par ses souvenirs, par ses espérances. C'est ainsi que l'homme est en continuelle identification avec ses semblables et avec le monde physique. » Et il ajoutait encore : « L'individu est un être incomplet, cela est indéniable ; mais dire que chacun de nous est incomplet, c'est dire qu'il lui manque quelque chose. Et que lui manque-t-il ? précisément toute cette portion d'humanité qui est hors de lui, l'amour de tous ses semblables ; mais s'il en est ainsi pour chacun de nous, si c'est notre besoin réel, n'est-il pas évident que notre *intérêt bien et dûment entendu*, à chacun, serait alors de nous fondre les uns les autres comme des frères, c'est-à-dire de nous compléter de tout ce qui nous manque pour être vraiment des êtres forts et heureux. »

Plus tard (1876), Bakounine sur son lit de mort disait à son tour : « Toute notre philosophie part d'une base fausse : c'est qu'elle commence toujours en considérant l'homme comme un individu, et non pas, ainsi qu'il le faudrait, comme un être appartenant à une collectivité. »

Nous nous garderons donc bien de considérer l'individu *en soi*, sans tenir compte de son milieu social, ou d'avoir de la société une conception semblable à celle courante de l'Etat, censé représenter tout le monde, alors qu'en réalité il n'est que la chose de quelques-uns.

Plus grande est la valeur individuelle de chacun de ses membres et plus l'est aussi celle d'une société, et, d'autre part, un individu pourra d'autant mieux se développer physiquement et intellectuellement que ses semblables seront plus sains et plus cultivés.

Toutefois, nous ne concevons pas une *liberté sociale*, dont quelques élus ont charge de faire l'égale répartition aux individus ; mais, en procédant du simple du composé, nous voyons de la liberté toujours progressive de chacun résulter celle de tous. Evidemment il n'en saurait être ainsi que si la possession commune des richesses crée d'abord une identité d'intérêts, d'où seulement peut résulter ensuite une réelle harmonie de tous les rapports.

XIV

Nous ne disons pas aux individus vouloir leur *donner* la liberté, mais d'avoir à la *prendre*. Ce serait, d'ailleurs, une fausse conception de la liberté et de la solidarité en même temps, que celle de renoncer à tout au profit de l'Etat — ou de la dictature du prolétariat, ce qui signifie absolument la même chose, car son organe esaentiel est toujours l'Etat — pour en attendre ensuite les bienfaits.

Si « l'homme est tout aussi naturellement conduit à l'état de société, que le poisson est conduit à nager, et l'oiseau à voler », il serait absurde d'avoir recours à des moyens artificiels et — ce qui pis est — à la contrainte et à la violence pour lui imposer telle ou telle forme d'association, sous prétexte qu'elle serait plus propre au

développement de la liberté bien comprise.

D'aucuns pourraient nous accuser de nous perdre dans des discussions théoriques et oiseuses, alors qu'il s'agit surtout d'indiquer les moyens pratiques de pourvoir à des nécessités immédiates. Mais en réalité nous envisageons ici toute une ligne de conduite matérielle en admettant que la révolution soit devenue un fait.

Les premiers nous avons dit « qu'il faut du pain à la révolution » et que « c'est par le pain pour tous que la révolution vaincra », ce point est depuis longtemps indiscutablement acquis pour nous. Mais comme certains néo-révolutionnaires voient précisément un prétexte à leur dictature dans la nécessité économique, nous avons à répondre à leurs faux arguments. Ils disent en somme :

— Vous ne niez pas la nécessité pour chaque localité d'obtenir tout ce qui lui manque en offrant ce dont elle a abondamment. De là la nécessité aussi d'une grand pouvoir économique central qui, disposant de toutes les données, est seul à même de bien pourvoir à tout.

Or, même avec le régime capitaliste, des rapports économiques entre les plus différentes et lointaines régions ont existé et se sont développés prodigieusement en dehors de l'œuvre gouvernementale. Cela a été fait malheureusement pour le compte d'une spéculation hidense et d'une exploitetion criminelle, mais rien ne s'oppose à ce que cela se pratique avec tous les perfectionnements possibles au profit de tout le monde. Il ne faut pas concevoir l'organisation sociale comme celle militaire. Les besoins, tous les besoins, cherchent spontanément, forcément même, leur satisfaction et vous voulez la leur ordonner par décrets, appuyés par un fonctionnarisme nombreux et une police très vigilante ! L'autonomie, que nous n'avons jamais préconisée, d'ailleurs, sans son corollaire la libre fédération, a pour premier résultat heureux de mettre toutes les localités bien au courant de la gestion sociale ayant à y pourvoir directement et de permettre une foule de ces expériences et essais d'où découlent les applications et les inventions nouvelles.

Vous parlez un peu trop d'armées de travail ! Ce serait le producteur obéissant à des ordres, sans les comprendre et sans les discuter, maintenu ainsi dans un état d'ignorance, d'infériorité et de dépendance vis-à-vis des grands directeurs de l'économie nationale et internationale !

Prétendre ensuite que la grande industrie est la forme définitive de la production sociale, excluant toute petite entreprise, c'est jouer au prophète, un travers propre surtout aux marxistes, sinon à Marx lui-même, dont nous nous refuserons toujours à vouloir déchiffrer la trop profonde pensée.

XV

Oui, proclamons la plus grande liberté et autonomie de l'individu, ne fût-ce que pour faire son éducation à la volonté. A force de n'agir que par ordre, l'individu perd l'habitude de vouloir et ne sert plus que comme instrument aux mains de quelques maîtres. Et quels maîtres ! Car même avec une révolution leur changement ne serait pas bien grand. Paysans, ouvtiers, techniciens, savants, artistes, tous ceux qui ont des capacités nettement prouvées et acquises par la pratique et l'effort, se trouveraient subordonnés à une quelconque tribu de politiciens, se croyant doués de toutes les capacités précisément parce qu'ils n'ont jamais eu à en exercer utilement aucune.

Nous avons déjà dans les Centrales syndicales un avant-goût de ce que serait un régime de centralisation à outrance. Elles ont des fonctionnaires tout puissants, qui ne sont pas même tenus d'avoir travaillé dans l'industrie dont ils auront à conclure les contrats collectifs, et on voit des permanents omniscients passer d'une fédération à l'autre, comme les gouvernants bourgeois changer de ministère. Un homme qui a pe réelles capacités et se plaît à s'en servir ne quittera pas le lieu du travail pour un lointain bureau, où il aura surtout à s'occuper de paperasseries. Tout le monde, d'ailleurs, s'accorde à dire qu'il faut prêcher d'exemple et cela est surtout vrai en matière de production.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler qu'il est sorti des petits ateliers du moyen-âge des travaux que la grande industrie moderne n'a encore su égaler, malgré l'incomparable puissance de ses moyens. Certes, nous aurons d'abord à réaliser une immense production pour en finir avec la misère hideuse, mais plus tard, le goût artistique se développant, il cherchera son application dans toutes les branches du travail et il en résultera une nouvelle évolution des formes de la production. Quoi qu'il en soit, songeons que la révolution est avant tout et surtout une œuvre de libération, et méfions-nous de révolutionnaires — comme ceux de la Direction du Parti socialiste italien — qui la font consister surtout dans la préparation des « organes de commandement » du prolétariat.

Ayant vu comment la centralisation syndicale a été obtenne, au moyen de pressions de toute sorte, de votes escamotés, de manœuvres perfides contre tout groupe autonome, d'ententes avec les patrons en dehors des ouvriers intéressés, nous frémissons à l'idée de mêmes méthodes appliquées sur une immense échelle et avec une force énormément accrue.

Ne laissons donc pas broyer les individus au nom d'un prétendu intérêt social qui se trouverait en contradiction avec celui de chacun d'eux. Nous n'avons, du reste, pas besoin de répéter que nous voyons toujours dans l'entr'aide, appliquée à tous les domaines de la vie, le facteur principal du plus haut développement individuel. Mais la solidarité ne doit avoir à sa base que la liberté, autrement elle ne correspondra jamais qu'à une sorte de conventualité dégradante.

(*A suivre.*) L. B.

Pour moi, je ne m'en cache pas, j'ai poussé de toutes mes forces à la désorganisation politique, non par impatience révolutionnaire, non par amour d'une vaine célébrité, non par ambition, envie ou haine ; mais par la prévoyance d'une réaction inévitable, et, en tout cas, par la certitude où j'étais que dans l'hypothèse gouvernementale où elle persistait à se tenir, la démocratie ne pouvait opérer rien de bon. Quant aux masses, si pauvre que fût leur intelligence, si faible que je connusse leur vertu, je les craignais moins en pleine anarchie qu'au scrutin. Chez le peuple, comme chez les enfants, les crimes et délits tiennent plus à la mobilité des impressions qu'à la perversité de l'âme ; et je trouvais plus aisé, à une élite républicaine, d'achever l'éducation du peuple dans un chaos politique, que de lui faire exercer sa souveraineté, avec quelque chance de succès, par voie électorale. P.-J. Proudhon (1852).

NOTES EN MARGE

Minorité anarchiste.

La nouvelle suivante a fait le tour de la presse socialiste :

Les organisations socialistes, politiques et économiques de Milan, ont pris nettement position contre la minorité anarchiste, qui incite les ouvriers à des mouvements désordonnés. Les ouvriers ont tenu immédiatement compte du manifeste lancé par les socialistes et ont repris partout le travail.

Quelques extrémistes ont, en vain, essayé de débaucher les ouvriers. Le calme est complètement rétabli.

Il s'agit en réalité d'une grève générale que les ouvriers, dans un meeting où les anarchistes n'étaient d'ailleurs qu'une petite minorité, avaient à la presque unanimité décidé de poursuivre aussi le lendemain. Mais les chefs « maximalistes » qui n'aiment voir la foule dans les rues que pour des parades éphémères, firent annoncer dans la nuit la fin du mouvement.

Nos camarades, comme il est facile de le comprendre, protestèrent contre cet escamotage d'une décision de la masse. La suite est facile à deviner : divisions, récriminations, déceptions et enfin, l'enthousiasme venant à manquer, la reprise du travail au milieu de la confusion.

Chaque fois que la foule demandera à agir, ce ne seront certes pas les anarchistes qui le lui déconseilleront, laissant à d'autres le rôle de sauveurs de l'ordre bourgeois.

Les étiquettes.

Dans une revue parisienne, il est proposé de brûler les vieilles étiquettes, savez-vous pour quoi faire ? Pour prendre la plus vieille et la plus équivoque de toutes, celle marxiste !

Elle a servi pendant soixante-dix ans à propager les idées les plus différentes et même contradictoires, avec la complicité de Marx lui-même qui s'est tu alors qu'on lui prêtait des idées et même tout un programme qu'il condamnait.

Quant à nous, nous restons communistes anarchistes comme nous le sommes depuis cinquante ans. Et ce n'est pas, parce que quelques personnalités ont pu se tromper sur la façon d'envisager la guerre mondiale, surtout lorsque tout le monde a pu constater que la presque totalité des anarchistes ne les a pas suivies, que nous irons à une Canossa... marxiste.

Allons, depuis 1870, quand Merx se réjouissait de la victoire de l'Allemagne, car elle était en même temps celle de son système particulier, quel socialisme frelaté n'avons-nous pas eu en Europe, allant de chute en chute jusqu'à l'effondrement final d'août 1914. Le marxisme est un plat dont nous n'avons jamais voulu et c'est en vain que certains néo-communistes cherchent à le réchauffer à l'Auberge de la Dictature.

Abstention.

Ce qu'elle nous a été reprochée souvent notre abstention ! Et pourtant il est facile de voir, même en se plaçant à un point de vue qui n'est pas entièrement conforme au nôtre, qu'elle se présente au monde ouvrier comme la seule attitude logique.

Prenons deux cas bien précis.

D'abord, la loi fédérale portant réglementation des conditions de travail et rejetée par une infime majorité dimanche dernier.

Admettons, ce qui n'est pas notre avis, qu'elle eût pu procurer aux ouvriers à domicile et de la petite industrie quelques avantages, mais elle ne le faisait qu'en supprimant pour commencer leur droit de grève. C'est là une interdiction qu'aucun travailleur et en aucun cas ne devrait accepter. Mais alors, fallait-il refuser la loi pour que le rejet soit interprété dans le sens d'adhésion aux abus actuels du patronat ?

Non, même en faisant abstraction des raisons propres aux anarchistes, il ne restait qu'à s'abstenir.

Passons au second cas, celui de la Société des Nations. Nos socialistes ont fait de très beaux et très forts discours — leur presse du moins les a jugés tels — pour ne pas dire plus que ce qui avait déjà été dit, il y a quarante ans, sur le même sujet par Leverdays, qui concluait simplement ainsi : « *On n'associera pas les bêtes de proie.* »

Inutile de dire que nous souscrivons à tout ce qui a été dit contre la soi-disant Société des Nations, mais un vote contraire émis dans un parlement ou dans un scrutin populaire quelconque signifie en somme qu'on préfère le statut de l'Europe d'avant 1914, qui nous a donné la conflagration mondiale avec toutes ses horribles conséquences.

Si l'on ne veut ni de la Société des Nations ni du régime qu'elle est appelée à continuer plutôt qu'à remplacer, l'attitude la plus nette est l'abstention.

Pour arracher les travailleurs à l'emprise dea institutions bourgeoises, il ne faut pas les y ramener toujours sous prétexte d'en obtenir ce qui ne saurait être obtenu que par leur disparition.

Annoncer des vérités, proposer quelque chose d'utile aux hommes, c'est une recette sûre pour être persécuté. Voltaire.

En vente au RÉVEIL :

P. KROPOTKINE. La Science moderne et l'Anarchie	Fr. 3 —
Elisée RECLUS. L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique	3 —
Domela NIEUWENHUIS. Le Socialisme en danger	3 —
A. SCHWITZGUEBEL. Quelques écrits	— 75
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences)	— 30
Errico MALATESTA. Au Café	— 20
— — Entre Paysans	— 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens	— 10
— — L'esprit de révolte	— 10
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer	— 10
Octave MIRBEAU. La grève des électeurs	— 10
BAKOUNINE. L'organisation de l'Internationale	— 05

Pages de socialistes «utopistes»

La *découverte* autour de laquelle les *scientifiques marxistes* font le plus de bruit, c'est le matérialisme historique. Il paraîtrait qu'avant Marx personne ne s'était jamais aperçu de l'importance capitale, sinon exclusive, du facteur économique dans la marche des sociétés.

Eh bien, voici quelques citations empruntées à un livre de Pecqueur, et dont le titre seul en dit assez long sur son contenu : *Des améliorations matérielles dans leurs rapports avec la liberté.* A remarquer qu'il s'agit d'un auteur chrétien, invoquant presque à chaque page le Christ et l'Evangile, et qui fait du matérialisme économique dans tout un volume de presque 400 pages en petits caractères. Qu'est-ce à dire, sinon que c'était l'une des idées les plus répandues en 1843, date de la parution de ce livre ?

Pecqueur commence par dire dans la préface que « ce qui manque à la masse du peuple français ; ce qu'il faut cependant propager jusqu'à en saturer l'esprit public, c'est la science des conditions auxquelles une société se fonde, prospère, se consolide et se perpétue », science qui consiste « à enseigner et à vulgariser de claires et saines notions d'économie, le mécanisme de la production, de la circulation, et de la distribution des utilités humaines ».

Voici d'abord (pages 1-2) une

Définition des améliorations matérielles.

Nous entendons, avec tout le monde, par *améliorations matérielles,* tous les travaux, toutes les entreprises, tous les moyens de l'ordre physique qui ont pour résultat une création supplémentaire ou plus économique de richesses matérielles. Cependant, par une extension bien légitime, nous assimilerons aux améliorations de l'ordre matériel, les *institutions* et les *combinaisons* économiques qui, plus ou moins directement, tendent au même but, et qui de plus déterminent ou favorisent la diffusion des utilités sociales de toute nature : l'universalisation du travail, des bénéfices et des charges de l'association humaine, celles des lumières et du savoir, l'essor et l'usage des facultés et des puissances sociales des populations.

Cette extension est légitime, disons-nous, car évidemment toutes ces franchises et tous ces dons, centuplent eux-mêmes la puissance productive, l'activité de l'homme, les moyens de l'ordre économique brut, et finalement ils décident une augmentation de richesses.

Ainsi tout ce que peut prescrire ou suggérer l'économie sociale et politique, ou l'hygiène publique et privée la plus avancée ; tout ce qui, dans ce cercle, peut contribuer à donner aux nations, *à l'intérieur,* des citoyens plus éclairés, plus moraux et plus forts ; *à l'extérieur*, plus de sécurité, de puissance, de dignité et de considération, rentre à nos yeux dans la catégorie des améliorations matérielles.

L'organisation d'un système plus complet d'éducation publique, la création de nombreuses écoles d'arts et métiers, l'extension des institutions de crédit, celle des sociétés anonymes ou en commandite par actions, en général la vulgarisation du mode d'association, sont donc, dans notre esprit, des améliorations matérielles tout comme le perfectionnement et la multiplication des forces motrices, des moyens de transport et des voies de communication, tout comme le perfectionnement de l'agriculture, les desséchements, assainissements et embellissements du territoire, l'augmentation du matériel oratoire ou de guerre ; et de même l'invention et l'application de la boussole, du papier, des lettres de change, de l'imprimerie, sont des améliorations matérielles non moins notables que celles de la charrue, du chariot, des machines à vapeur et des chemins de fer.

Afin de conserver au langage sa rigueur, il faut ici remarquer que, dans notre pensée, amélioration matérielle est synonyme d'augmentation de richesse ou d'utilités humaines de tout genre : alors il n'y a plus rien d'oiseux à vouloir prouver, comme nous le ferons bientôt, que ces améliorations sont bonnes et désirables pour l'homme, et par conséquent pour ses libertés, qui ne sont dans leur ensemble que les manières d'être de sa nature, en manifestation et en satisfaction.

Maintenant voici ce qu'il faut entendre par

Liberté sociale ou positive.

La seule définition féconde et vraie de la liberté sociale, de celle-là qui résume toutes les autres parce qu'elle les contient, c'est celle qui ramène la liberté à l'usage de nos facultés, à la satisfaction de nos besoins et de nos penchants moraux, intellectuels et physiques, dans les limites tracées par les imprescriptibles obligations de la morale et de la sociabilité, et dans la mesure compatible avec les possibilités matérielles et politiques actuelles, dans le temps et dans l'espace. On a pu dire également avec convenance que la liberté consiste à développer, sans entraves et avec toute l'extension possible, une capacité spirituelle ou temporelle *utile* à la société. Par conséquent nous serons d'autant plus libres que nous serons mis davantage dans les conditions matérielles et intellectuelles de pouvoir opter pour le bien ou pour le mal. La liberté ainsi définie est donc quelque chose de *relatif.* C'est le degré et l'étendue de la satisfaction de nos besoins et de nos facultés qui mesure le degré et l'étendue de liberté dont jouit, à un instant donné, un individu ou une nation.

Le *summum* de la liberté serait donc dans le *summum* de la satisfaction de tous nos besoins ; et le *minimum* de l'une dans le *minimum* de l'autre. Entre ces deux extrêmes il y a place pour tous les degrés de civilisation ; car la liberté est la conséquence, mais non le but de la civilisation.

S'il en est ainsi, la liberté est non pas un but elle-même, mais un *moyen.* Le but, c'est la satisfaction des besoins, c'est la jouissance du plein et constant usage de nos facultés individuelles et collectives.

Ne perdons donc jamais de vue ces divers points : que la liberté n'est qu'un moyen ; que le nombre des libertés est infini comme celui des moyens ; que le temps les amène lentement et une à une, parce qu'il a besoin du concours d'innombrables volontés, que ballottent, que séduisent et captivent tant de passions mauvaises ou d'idées fausses ; n'oublions pas que la sagesse, le bon usage de ces libertés peuvent seuls les consolider.

Que la liberté ne soit qu'un moyen, et que les besoins, les facultés, l'*œuvre de l'homme* enfin, soient le but, c'est ce qui ressort de tous les grands événements historiques et contemporains.

Et, par exemple, pourquoi les trois derniers siècles revendiquent-ils la liberté politique ? Certes ce n'est pas pour elle-même, car on voit les classes moyennes profiter de leurs franchises pour renverser toutes les entraves mises à leur développement intellectuel, à la production, à la socialisation du sol, au travail, enfin aux moyens d'améliorer, de s'enrichir, ou, en d'autres termes, de satisfaire leurs besoins de corps et d'esprit, les nouveaux désirs nés des nouvelles clartés jetées sur le monde européen par la science et par la philosophie.

On la veut donc, cette liberté politique, pour mieux faire soi-même sa destinée, gérer ses propres affaires, pour prendre part au vote et à la dépense de l'impôt, pour obtenir toutes les institutions, toutes les modifications et améliorations que l'intérêt général révèle ou que l'intérêt égoïste suggère.

On croit donc en manquer, et l'on en manque effectivement toutes les fois qu'on sent un besoin dont la satisfaction est licite moralement et *socialement,* qu'il ne nuit *justement* à personne, et que ce besoin trouve cependant obstacle dans les institutions ou dans la volonté égoïste d'une classe ou d'un parti.

Jusque là, un peuple, une portion de ce peuple, se croit libre, quelles que soient la forme du gouvernement et la lettre des lois qui la régissent.

La notion vulgaire de la liberté n'est pas moins concluante.

Quelles sont les classes qui, dans toute société et de l'aveu unanime du genre humain, sont tenues pour être les plus libres ? Evidemment ce sont celles dont la position fait envie : les classes *riches,* pour qui toutes les utilités abondent relativement, qui peuvent satisfaire le plus de désirs, acquérir le plus de connaissances. Et comment ces classes ne seraient-elles point libres aux yeux du vulgaire ? N'est-ce pas pour elles que sont faites les grandes routes et les équipages, les coursiers rapides, les châteaux au village, les hôtels à la ville, et leur élégante tenue et leur existence éclatante et variée !!! N'est-ce pas pour elles les voyages, pour elles les pompes et les merveilles de l'industrie, les magnificences des beaux-arts, pour elles la puissance et l'autorité, pour elles les égards, les solliciteurs, les éloges, la considération, pour elles enfin toutes les commodités, tous les agréments, toutes les séduisantes faiblesses de la vie !

Et si l'on y prend garde, on verra dans nos sociétés modernes décroître ou s'élever la liberté individuelle avec la fortune ; et même la liberté politique, qui se donne ou se retire de nos jours selon le cens que l'on possède, c'est-à-dire selon les ressources ou les utilités matérielles dont on dispose.

Ainsi donc, ou la *liberté* n'est qu'un mot, ou elle appartient au riche plus qu'au pauvre.

Assurément si les pauvres devenaient moins pauvres, ils auraient de tout cela un peu.

Mais qu'est-ce qui fait les riches plus riches encore, et les pauvres moins pauvres ? Nous le prouverons bientôt et maintes fois : ce sont les *améliorations matérielles,* les entreprises et les institutions dont le résultat est d'aviver les sources du travail, d'augmenter la somme des richesses et des revenus d'une nation.

Voilà qui est bien clair et convaincant pour tout le monde. Ne trouvez-vous pas que cette façon *utopiste* de s'exprimer est de beaucoup préférable à celle hégélienne et *scientifique*, qui exige, hélas ! des commentaires et des commentateurs.

Ah ! mais... Pecqueur parle de *mécanisme* et non pas de *processus* de la production ! N'importe, dans un prochain numéro, nous donnerons de lui une application precise du matérialisme historique.

Orgueil littéraire

Une critique littéraire à propos de deux volumes parus dernièrement, *Clavel soldat* et *Clavel chez les majors,* se terminait ainsi :

Les livres de Werth sont certainement parmi les plus vrais qu'on ait écrits sur la guerre. On n'y trouve aucune fumeuse idéologie, aucune prophétie grandiloquente touchant les « aurores futures », les « demains resplendissants », et autres balançoires chères aux politiciens idéalistes. Ce sont des livres cruels, des livres de vérité... et d'espoir, malgré tout, puisqu'il s'est trouvé un homme pour les écrire. Nous sommes tranquilles : tant qu'il restera des lapins comme vous, cher Léon Werth, rien ne sera perdu.

Nous avouon ne pas bien comprendre en quoi consiste le « lapinisme » spécial de Werth, dont nons n'entendons nullement contester d'ailleurs le grand talent et le grand cœur.

Voyons. Ses livres sont-ils oui ou non des livres d'espoir on ont-ils été écrits simplement pour le plaisir d'affirmer une supériorité sur le commun des mortels ?

Remarquons d'abord que Clavel commence par faire... la guerre comme tout le monde. Nous nous garderons bien de le lui reprocher, mais cela nous permet de constater d'emblée la justesse de cette affirmation d'un historien et philosophe italien « que la qualité subit toujours la loi de la quantité ».

Il ne sert à rien de traiter d'*ovidés* et de *bovidés* ses semblables, si notre vie se passe à fort peu de chose près comme la leur. Nous entendons bien que la révolte individuelle serait le plus souvent un véritable suicide, mais alors rendons-nous bien compte de l'ensemble des causes qui veulent que les pauvres diables soient... de pauvres diables, tandis que notre mentalité a pu échapper à une empreinte fatale et nous permettre de raisonner sinon d'agir mieux.

Ne voir dans la foule qu'une stupidité sans bornes et de mauvais penchants, c'est prouver ne l'avoir étudiée que très superficiellement. C'est elle qui assure tout le fonctionnement de toute la vie, avec toutes les belles choses que celle-ci garde malgré tout ; et certains grands hommes feraient bien de se rappeler le sonnet *Un songe* de Sully-Prudhomme. Et puis, n'est-ce pas encore chez les plus humbles que nous trouvons les pratiques les plus touchantes de solidarité ?

A quoi bon, d'ailleurs, railler les « fumeuses idéologies », si, au bénéfice de toutes les clartés, on s'en va avec le troupeau à l'abattoir ! Ceux-là mêmes qui s'enfuient, c'est pour aller vivre sous un joug déprimant et consentir à bon nombre d'abdications.

Dès lors il ne reste que chercher à amener l'un de ces grands mouvements des masses, sans lesquels les plus beaux livres demeurent des exercices littéraires et rien de plus. Au cours de la guerre, aux plus belles phrases pacifistes nous répondions : « Il n'y a pas de paix possible sans révolution. » Et sur tous les fronts la paix n'est venue qu'à la suite de révolutions.

Que celles-ci n'aient pas été ce qu'il aurait fallu, nous n'en disconvenons pas, mais ces « grands soirs » et ces « aurores resplendissantes » ont eu tout de même un résultat plus appréciable que n'importe quel livre immortel.

Rien n'aveugle davantage que la croyance en nous ne savons quelle supériorité. Mieux vaut travailler sans cesse à devenir supérieur, sans jamais se prétendre tel.

Certaines expressions sont quelque peu banales et vieillotes, soit, mais l'idée de révolution n'a pas le moins du monde vieilli. Nulle évolution nouvelle n'est possible qu'après avoir rompu révolutionnairement avec le passé.

Croire que rien ne sera perdu, parce qu'on fait preuve d'un scepticisme plus ou moins élégant, est tout simplement ridicule. D'ailleurs, à quoi bon écrire si ce n'est pour convaincre des lecteurs aussi nombreux que possible et les amener à une action nouvelle d'associations assez fortes pour se déterminer à bon escient et ne pas se laisser imposer des déterminations inhumaines ?

A moins d'inventer un nouveau genre d'orgueil, le plus étrange de tous, celui de demeurer impuissant, il faudra encore et toujours s'attacher à convaincre et à faire agir les masses. Faute d'elles, le reste n'est que... balançoires, peu importe si en style nouveau ou ancien.

Au lieu d'une *constitution de pouvoirs créés,* ce que cherche la société est l'équilibre de ses forces naturelles. *P.-J. Proudhon.*